

Impact de la crise de Covid-19 dans l'Arc jurassien : premiers éléments statistiques

L'Arc jurassien franco-suisse n'a pas été épargné par la crise sanitaire liée à la propagation du Covid-19. L'excédent de décès observé en mars et avril 2020 par rapport à la moyenne des cinq dernières années sur la même période en donne une première évaluation démographique. Des premiers éléments de l'impact économique de cette crise pendant la période de confinement peuvent aussi être observés comme la baisse de l'activité économique, la hausse du travail à temps partiel ou celle du chômage. Des premières estimations de baisses d'emploi à venir permettent d'identifier les territoires les plus fragilisés par cette crise. Le tourisme a subi aussi un sévère coup d'arrêt pendant cette période. Un bilan plus détaillé sera établi à l'automne lorsque les statistiques relatives au deuxième trimestre 2020 seront disponibles.

Déplacements des travailleurs frontaliers

L'épidémie de Covid-19 a obligé les États français et suisse à adopter des mesures de restriction des déplacements afin d'empêcher les contaminations et ainsi freiner la diffusion du virus. Les dispositifs de confinement décidés de part et d'autre de la frontière ont ainsi fortement réduit le trafic transfrontalier. De plus, le contrôle systématique de tous les véhicules ainsi que la fermeture des postes secondaires ont allongé considérablement les temps de trajet.

Le 16 mars 2020, le Conseil Fédéral suisse a décidé de réintroduire des contrôles Schengen à toutes ses frontières, notamment avec la France. Seuls les postes-frontières principaux sont restés ouverts, les passages secondaires ont été fermés tels que ceux de Biaufond, de Fahy et du Gardot. Au plus fort de la crise épidémique, ce sont ainsi les trajets de 9 200 travailleurs frontaliers qui ont pu être impactés par la fermeture de ces postes-frontières. Les liaisons ferroviaires ont également été suspendues. Le covoiturage demeurait possible pour effectuer les déplacements professionnels avec un seul passager à l'arrière du véhicule et en respectant les gestes barrières préconisés.

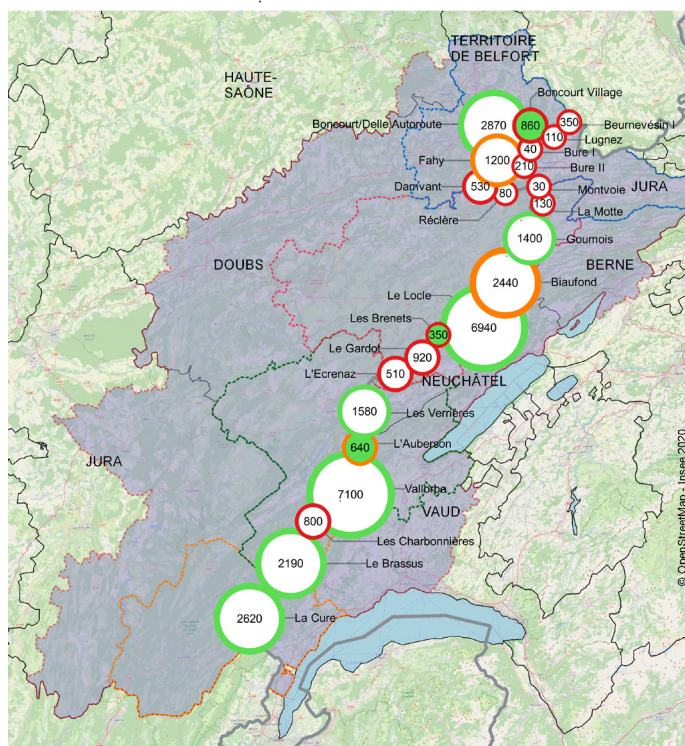
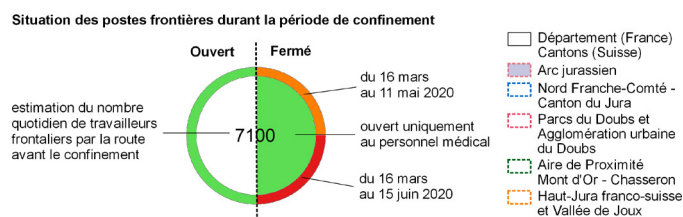
Les travailleurs frontaliers exerçant une activité qui ne peut s'effectuer à distance ont pu se rendre sur leur lieu de travail munis d'une autorisation de déplacement professionnel. En effet, de par la nature de leur profession, de nombreux frontaliers de l'Arc jurassien n'ont pas pu télétravailler, principalement ceux exerçant dans l'horlogerie. D'autres ont subi également la fermeture des commerces et des activités touristiques. En première ligne, le personnel soignant frontalier a pu accéder à trois postes de douane qui leur étaient entièrement dédiés (Boncourt Village, Les Brenets et L'Auberson). Des logements temporaires en Suisse ont par ailleurs été proposés à certains soignants afin d'éviter les allers-retours.

À partir du 11 mai 2020, avec l'évolution favorable de la situation épidémiologique, les restrictions d'entrée ont pu être assouplies avec une réouverture progressive de certains postes-frontières (Biaufond, Fahy et L'Auberson).

Depuis le 15 juin 2020, la libre circulation des personnes est entièrement rétablie à l'entrée en Suisse avec tous les États membres de l'Union européenne (UE), de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et avec le Royaume-Uni. Tous les postes frontières sont ainsi de nouveau ouverts à partir de cette date.

Les trajets de 9200 travailleurs frontaliers ont pu être impactés par la fermeture des postes frontières

Situation des postes frontières et estimation du nombre de travailleurs frontaliers par la route



Note de lecture : en 2016, 640 frontaliers passent quotidiennement par la route au poste-frontière de L'Auberson. Ce dernier a été fermé temporairement du 16 mars au 11 mai 2020. Durant cette période, seul le personnel médical pouvait emprunter ce passage.

Démographie - Arc jurassien français

Très fort excédent de décès en mars et avril 2020 dans l'Arc jurassien français

La crise sanitaire liée à la propagation du Covid-19 a eu impact sur le nombre de décès.

Au sein de l'Arc jurassien français, on dénombre près de 1300 décès entre le 16 mars et le 26 avril contre 860 en moyenne ces cinq dernières sur la même période soit une surmortalité de 51 %. Cet excédent de décès est élevé dans les deux grandes agglomérations de Montbéliard et Belfort, deux zones denses proches de Mulhouse. Il est aussi relativement important dans le Val de Morteau et le Grand Pontarlier, probablement en lien avec des déplacements de population venant de Mulhouse.

En Bourgogne-Franche-Comté, 5350 décès se sont produits entre le 11 mars et le 26 avril, soit 36 % de plus qu'en moyenne ces cinq dernières années sur la même période. C'est un des chiffres les plus élevés des régions françaises de la métropole, après celles du Grand Est et l'Île-de-France. L'excédent de décès est fort dans les départements proches du cluster de Mulhouse et notamment les deux départements frontaliers du Territoire de Belfort et du Doubs avec des excédents de décès entre le 11 mars et le 26 avril respectivement de 85 % et de 67 %. Dès le milieu du mois de mars, ces départements font face à une hausse du nombre de décès, le maximum étant atteint début avril avant de se replier.

Dans le département du Jura, autre département frontalier, l'excédent de décès est moindre (+25 %) et la hausse des décès a été plus tardive. Avec le confinement, le nombre de décès de personnes jeunes a même baissé dans ce département à forte accidentologie routière.

C'est pour les personnes âgées de 85 ans et plus que cette surmortalité est la plus forte (+69 %) qui de fait représentent la moitié des décès de cette période contre 45 % en moyenne ces cinq dernières années.

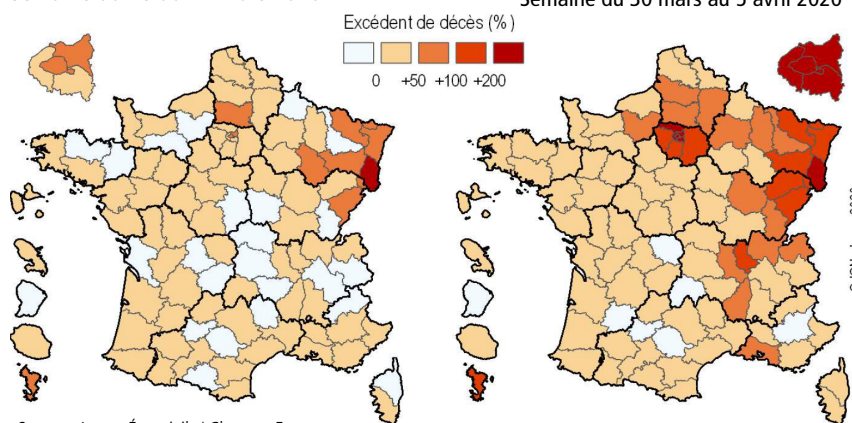
L'Insee a la responsabilité du suivi des décès se produisant en France. Les décès sont enregistrés au lieu de décès puis domiciliés, c'est-à-dire affectés à la commune de résidence du défunt. Les données présentées ici portent sur les décès domiciliés. Elles portent aussi sur la totalité des décès quelle que soit leur cause.

Une épidémie qui vient de la région Grand Est s'étend et gagne les départements de l'Arc jurassien

Évolution hebdomadaire du nombre de décès en 2020 par rapport à celui d'une semaine moyenne entre 2015 et 2019 (en %)

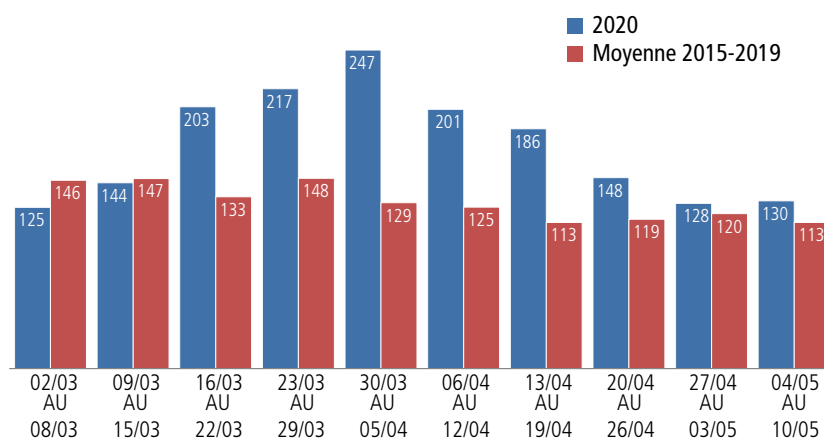
Semaine du 16 au 22 mars 2020

Semaine du 30 mars au 5 avril 2020



Un pic du nombre de décès est atteint la semaine du 30 mars

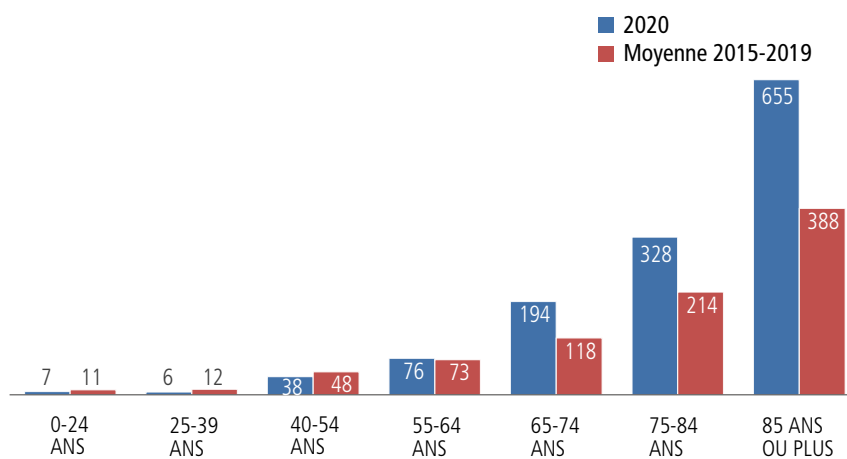
Décès par semaine du 2 mars au 10 mai - Arc jurassien français



Source : Insee, État civil

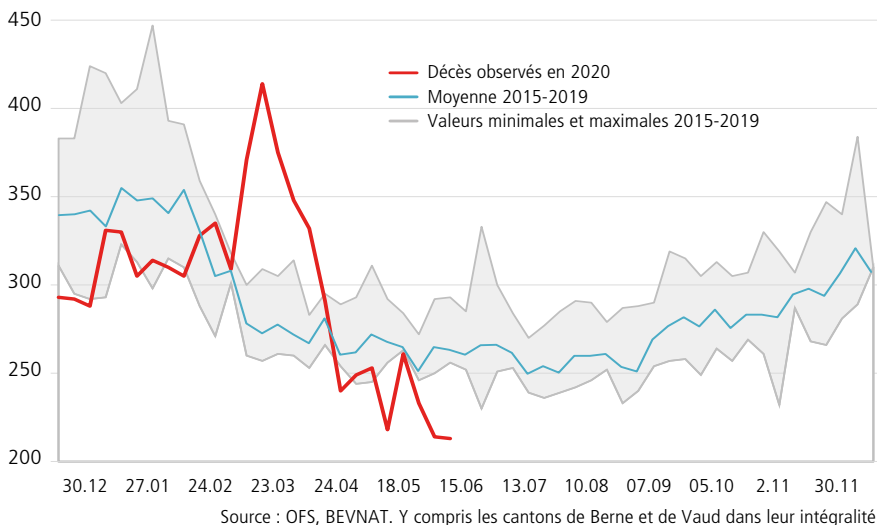
Une surmortalité marquée chez les 85 ans et plus

Décès selon l'âge des défunts du 16 mars au 26 avril - Arc jurassien français

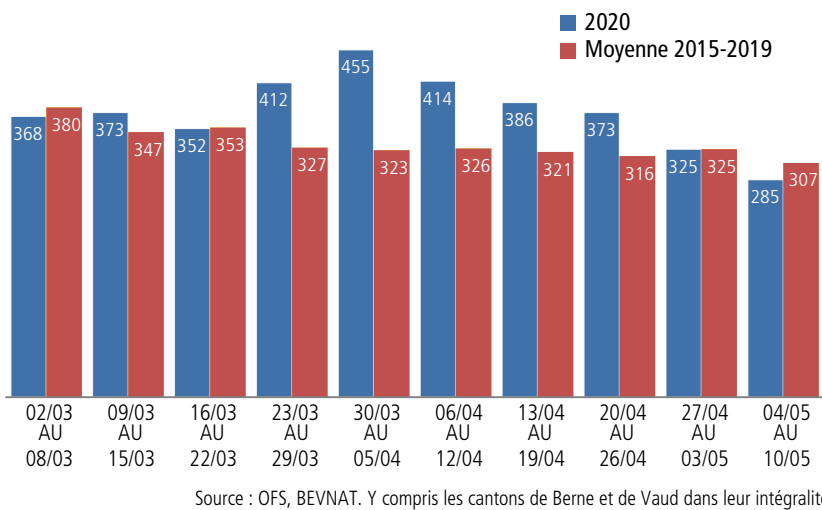


Source : Insee, État civil

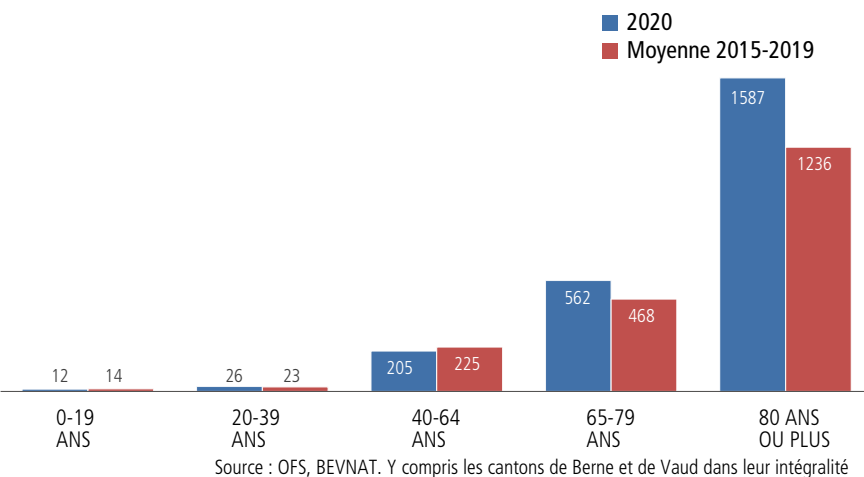
100 décès supplémentaires au plus fort de la crise
Décès par semaine des personnes de 65 ans et plus - Arc jurassien Suisse



Un pic du nombre de décès est atteint la semaine du 30 mars
Décès par semaine du 2 mars au 10 mai - Arc jurassien suisse



Une surmortalité marquée chez les 80 ans et plus
Décès selon l'âge des défunts du 16 mars au 26 avril - Arc jurassien suisse



Une nette surmortalité des personnes âgées de 65 ans et plus

Dans la partie suisse de l'Arc jurassien (y compris les cantons de Berne et de Vaud dans leur intégralité), le Covid-19 entraîne un nombre de décès plus élevé que d'habitude. Ainsi, on dénombre 2392 morts entre le 16 mars et le 26 avril. Ce pic de surmortalité affiche 22 % de décès de plus que la moyenne de ces cinq dernières années sur la même période. La première semaine d'avril a enregistré le pic hebdomadaire avec 147 décès dans les quatre cantons suisses de l'Arc jurassien.

Au niveau des cantons, ce sont Vaud et Neuchâtel qui dénombrent la hausse la plus élevée de décès, avec respectivement de + 52 % et + 36 % par rapport à la moyenne de la période 2015 - 2019.

Sur le période 2015 - 2019, l'Arc jurassien suisse enregistre quelques 17 600 décès en moyenne par année, soit 329 décès par semaine. Les personnes décédées sont à 87 % âgées de 65 ans et plus.

En comparaison avec 2020, une nette surmortalité des personnes âgées de 65 ans et plus est visible à partir de la semaine du 16 mars 2020. Les décès ont atteint un pic durant la semaine du 30 mars 2020 avant d'entamer une baisse. Au plus haut de la courbe, le nombre de décès augmente de 38 % par rapport à la valeur maximale des cinq dernières années. Dès le 20 avril, le nombre de décès revient dans la fourchette des valeurs observées au cours des cinq dernières années.

Dans l'Arc jurassien suisse, la pandémie n'influence que très peu la courbe des décès des personnes de moins de 65 ans. Même au plus haut de cette crise sanitaire, aucun pic n'a été enregistré. Le nombre de décès est resté dans les limites supérieures des moyennes des cinq dernières années.

Le nombre de décès comptabilisés incluent tous les décès, dus au covid-19 ou non.

Économie - Arc jurassien français

Forte baisse de l'activité économique en avril en France

Le confinement décidé en France le 17 mars a mis à l'arrêt une large partie de l'économie nationale. La baisse d'activité a été très forte au mois d'avril (- 30 %) avant de s'atténuer au mois de mai (- 20 %) avec le début du déconfinement le 11 mai, et de s'atténuer encore en juin (- 12 %). Cette baisse d'activité peut-être estimée au niveau régional et départemental en supposant que les branches d'activités y sont affectées avec la même intensité qu'au niveau national.

Dans tous les départements, les services marchands (le commerce, le transport ou encore l'hébergement-restauration ainsi que l'intérim) contribuent le plus à la baisse d'activité. L'industrie compte aussi beaucoup dans la baisse d'activité, notamment dans le Doubs où l'industrie automobile est très implantée. Il fait partie des départements les plus touchés en France.

Baisse de l'emploi dès le 1^{er} trimestre 2020 dans l'Arc jurassien français

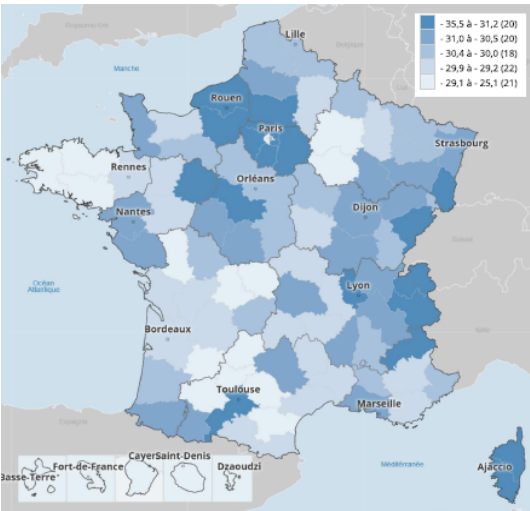
Les baisses d'activité économique estimées au niveau régional et départemental risquent de se traduire par des baisses d'emploi. Parmi les départements de l'Arc jurassien, celui du Territoire de Belfort est le plus affecté avec une forte baisse du travail intérimaire.

En attendant les résultats du second trimestre, une estimation de la part des salariés relevant des secteurs très fortement ou fortement impactés par la crise du Covid-19 donne une indication sur les territoires où l'emploi salarié risque de baisser le plus fortement.

Dans la zone d'emploi de Belfort-Montbéliard-Héricourt, un tiers des salariés travaillent dans un secteur très fortement impacté, une part plus élevée que dans les autres zones d'emploi frontalières du fait de la forte implantation du secteur de la construction de matériel de transport. Les zones d'emploi de Morteau et de Saint-Claude font partie de celles qui seraient les plus fragilisées du fait de la présence de secteurs industriels fortement exposés.

Le Doubs fait partie des départements français dont l'activité a le plus baissé

Baisse d'activité estimée en avril 2020 par département (en %)

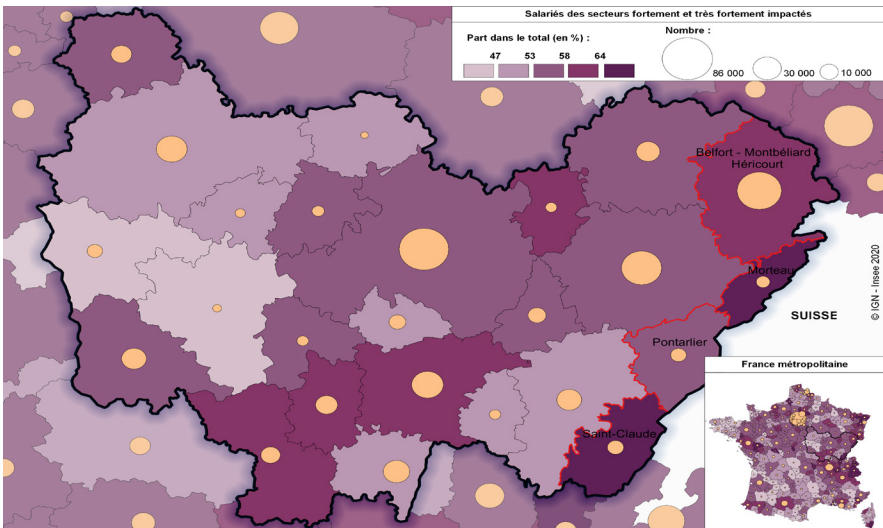


Méthodes et sources :

Les secteurs économiques ont été classés selon l'intensité de la baisse d'activité qu'ils connaissent au niveau national selon la note de conjoncture de l'Insee du 23 avril. Cette classification s'est appuyée sur les éléments fournis par l'analyse de la baisse d'activité au niveau national avec l'approche du PIB et la connaissance des fermetures réglementaires. L'étude a été réalisée sur les établissements et non les entreprises. On considère donc ici le secteur de chaque établissement (APET) et non celui de l'entreprise (APEN).

Les salariés des zones d'emploi de Saint-Claude et de Belfort-Montbéliard Héricourt fortement exposés

Part des salariés fortement et très fortement impactés dans le total par zone d'emploi (en %)



Source : Insee, Clap 2015, emploi salarié au 31/12

L'emploi intérimaire fortement touché par la crise

Évolution de l'emploi salarié, en %

| | Doubs | Jura | Territoire de Belfort | Bourgogne-Franche-Comté |
|--|---------|---------|-----------------------|-------------------------|
| Emploi salarié au 1 ^{er} trimestre 2020 | 190 400 | 83 700 | 48 600 | 94 7100 |
| Agriculture | 3.2 % | -5.4 % | -0.9 % | -2.2 % |
| Industrie | -0.4 % | -1.5 % | -2 % | -0.6 % |
| Construction | -0.4 % | -0.4 % | -0.9 % | -0.6 % |
| Commerce | -0.4 % | -0.4 % | 0.4 % | -0.5 % |
| Interim | -41.5 % | -41.9 % | -59.1 % | -40.6 % |
| Services marchands hors intérim | -1.3 % | -1.1 % | -1.9 % | -1.5 % |
| Services non marchands | -0.2 % | -0.4 % | -0.2 % | -0.3 % |
| Ensemble | -2.7 % | -2.3 % | -3.2 % | -2.3 % |

Source : Insee, estimations d'emplois; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Une économie presque à l'arrêt en Suisse

Avec les nombreuses fermetures d'entreprises ordonnées à la mi-mars dans le cadre de la « situation extraordinaire » prévue par la loi sur les épidémies, l'économie suisse a connu un choc d'une ampleur historique sur le plan de l'offre : environ 18 % des entreprises ont dû suspendre temporairement leurs activités. Les quatre cantons de l'Arc jurassien suisse, affichent la même moyenne, hormis Neuchâtel où un cinquième des entreprises ont dû fermer temporairement leurs portes.

Au niveau national, le PIB s'est fortement réduit (-2,6%) au premier trimestre 2020 en raison de la pandémie de Covid-19 et des mesures prises en vue de l'endiguer. Le Groupe d'experts de la Confédération s'attend pour 2020 à un effondrement sans précédent du PIB (-6,2%). L'économie retrouverait en 2021 une croissance de +4,9%.

30% des emplois très fortement impactés dans l'Arc jurassien suisse

En Suisse, la fermeture des commerces considérés comme non essentiels a duré du 16 mars au 11 mai. De très nombreuses entreprises n'ont pas eu d'autre choix que de stopper leur activité ou de la freiner considérablement. La part des secteurs très fortement ou fortement touchés représente près de 70 % des emplois de l'Arc jurassien suisse. Ce sont l'hôtellerie et la restauration, la construction et le commerce de détail qui ont subi le plus fort impact.

L'industrie contribue beaucoup dans la baisse d'activité, notamment dans les cantons de Jura et de Neuchâtel

Près de 30 000 établissements fermés dans l'Arc jurassien suisse

Estimation du nombre d'établissements fermés le 04 avril 2020, selon l'Ordonnance 2 Covid-19

| | Suisse | Berne | Vaud | Neuchâtel | Jura |
|--|---------|--------|--------|-----------|--------|
| Total de l'économie | 684 167 | 80 319 | 60 526 | 13 602 | 6 388 |
| Établissements fermés à partir du 17 mars 2020 | 124 211 | 14 711 | 11 210 | 2 685 | 1 084 |
| En % de l'économie | 18.2 % | 18.3 % | 18.5 % | 19.7 % | 17.0 % |

Source : Office fédéral de la statistique - Statistique structurelle des entreprises STATENT
Ordonnance 2 COVID-19 du 13 mars 2020 (Etat le 4 avril 2020)
Y compris les cantons de Berne et de Vaud dans leur intégralité

Note de lecture : sur les 13 600 établissements neuchâtelois, 2 685 (19.7%) ont dû suspendre temporairement leurs activités pendant la période de confinement.

Près de 6 emplois sur 10 dans les secteurs fortement et très fortement impactés

Part des emplois fortement et très fortement impactés par canton, en %

| | Emploi | Très fortement impactés | Fortement impactés |
|----------------------|---------|-------------------------|--------------------|
| Arc jurassien suisse | 564 117 | 27% | 39 % |
| Berne - nord | 79 598 | 25 % | 45 % |
| Vaud | 346 308 | 28 % | 35 % |
| Neuchâtel | 105 379 | 25 % | 45 % |
| Jura | 42 886 | 25 % | 42 % |

Source : Office fédéral de la statistique - Statistique structurelle des entreprises STATENT
Secteurs dont l'activité est réduite d'au moins deux tiers (très fortement impactés)
Secteurs dont l'activité est réduite d'un tiers à moins de deux tiers (fortement impactés)
La nomenclature sectorielle est celle utilisée par l'Insee

Note de lecture : La méthode utilisée pour définir le degré d'impact des secteurs est celle exploitée par l'Insee. Les secteurs économiques ont donc été classés selon l'intensité de la baisse d'activité qu'ils connaissent au niveau national. Cette classification s'est appuyée sur les éléments fournis par l'analyse de la baisse d'activité au niveau national avec l'approche du PIB et la connaissance des fermetures réglementaire

Activité partielle - Arc jurassien français

Plus de 60 % des salariés concernés par l'activité partielle entre le 1^{er} mars et le 10 mai dans l'Arc jurassien français

Le dispositif de l'activité partielle (ou chômage partiel) permet aux établissements confrontés à des difficultés temporaires de diminuer ou suspendre leur activité tout en assurant aux salariés une indemnisation égale à 70 % du salaire pour compenser leur perte de revenu.

Pendant la crise sanitaire, le champ du dispositif a été élargi et les indemnités d'activité partielle sont remboursées intégralement par l'État jusqu'à un plafond de 70 % de 4.5 Smic soit 3840 euros nets mensuels. Entre le 1^{er} mars et le 10 mai, 60 à 70 % des salariés (selon les départements) ont bénéficié d'une autorisation d'activité partielle validée. La majorité d'entre eux travaille dans un établissement de moins de 50 salariés. Dans le département du Doubs, presque un quart de ces « bénéficiaires » relève d'un établissement de 250 salariés et plus, notamment de Peugeot SA.

Plus des deux tiers des établissements ont eu recours à l'activité partielle

Salariés et établissements concernés par une demande d'indemnisation au titre de l'activité partielle (au 1^{er} trimestre 2020)

| | Salariés bénéficiant d'une autorisation d'activité partielle | Salariés bénéficiant d'une autorisation d'activité partielle, | Établissements concernés, en % |
|-----------------------|--|---|--------------------------------|
| Doubs | 96 990 | 69 % | 70 % |
| Jura | 36 660 | 60 % | 66 % |
| Territoire de Belfort | 20 500 | 60 % | 73 % |

Source : SI APART (données arrêtées au 7 juillet 2020), Acooss calculs Direccte BFC, SESE

Un tiers des salariés en activité partielle travaillent dans l'industrie dans le Doubs

Répartition des salariés concernés par une demande d'indemnisation au titre de l'activité partielle selon le secteur d'activité (au 1^{er} trimestre 2020)

| | Industrie | Construction | Tertiaire |
|-----------------------|-----------|--------------|-----------|
| Doubs | 33 % | 14 % | 53 % |
| Jura | 25 % | 9 % | 66 % |
| Territoire de Belfort | 22 % | 12 % | 66 % |

Source : SI APART (données arrêtées au 7 juillet 2020), Acooss calculs Direccte BFC, SESE

L'activité partielle concerne davantage les petites structures dans le Jura

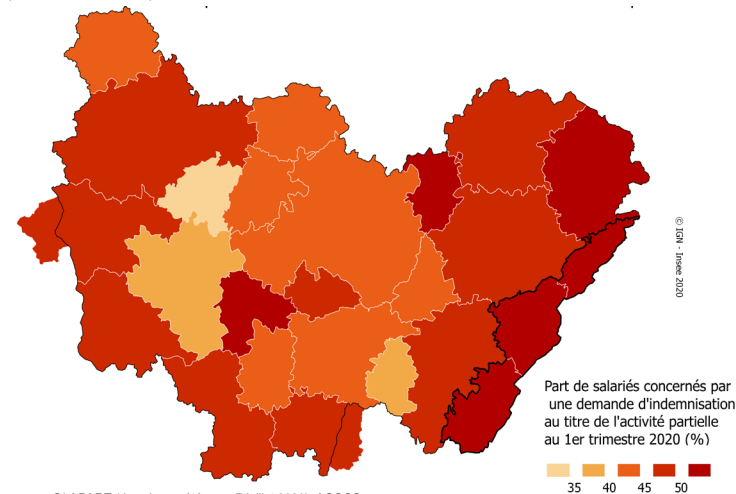
Répartition des salariés concernés par une demande d'indemnisation au titre de l'activité partielle selon la taille de l'établissement (au 1^{er} trimestre 2020)

| | Moins de 20 | De 20 à 49 | De 50 à 99 | De 100 à 149 | De 150 à 249 | De 250 et plus |
|-----------------------|-------------|------------|------------|--------------|--------------|----------------|
| Doubs | 34 % | 18 % | 12 % | 7 % | 6 % | 23 % |
| Jura | 42 % | 20 % | 13 % | 9 % | 8 % | 8 % |
| Territoire de Belfort | 38 % | 17 % | 13 % | 8 % | 7 % | 17 % |

Source : SI APART (données arrêtées au 7 juillet 2020), Acooss calculs Direccte BFC, SESE

L'Arc jurassien français est particulièrement touché par l'activité partielle en Bourgogne-Franche-Comté

Salariés concernés par une demande d'indemnisation au titre de l'activité partielle par zone d'emploi (au 1^{er} trimestre 2020)



Un tiers des emplois concernés par l'activité partielle dans l'Arc jurassien suisse

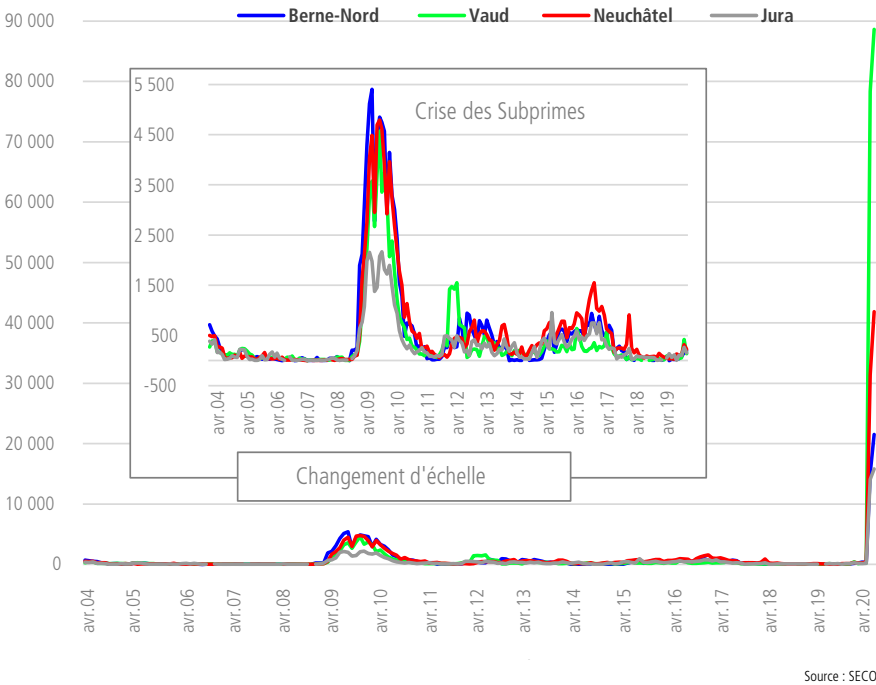
Le nombre d'employés et d'entreprises de l'Arc jurassien suisse concernés par les réductions de l'horaire de travail (RHT) dépassent largement le niveau atteint lors des différentes crises économiques de ces dernières décennies. Selon les chiffres du Secrétariat d'État à l'économie, le nombre de travailleurs touchés par la réduction de travail se monte à 168 000 salariés en avril 2020. Cela représente un tiers des emplois de l'Arc jurassien suisse. Les cantons du Jura et de Neuchâtel sont durement touchés par la baisse d'activité. Pour le premier, ce sont deux tiers des emplois qui sont concernés par les RHT en avril 2020. À Neuchâtel, la part des emplois touchés par les RHT représente moins de la moitié (45 % en avril 2020).

L'usage par les entreprises de cette mesure d'économie est considérable, quelques 17 160 établissements ont bénéficié de la réduction de l'horaire de travail en avril 2020, soit 23 % du total des établissements. Certaines branches économiques ont davantage recours au chômage partiel que d'autres. On distingue notamment l'hébergement (65 %), la restauration (63 %), la construction (34 %) et l'industrie manufacturière (40 %).

En suisse, l'introduction de réduction de l'horaire de travail (RHT) dans l'entreprise viser à pallier un recul temporaire des activités et à maintenir les emplois et les entreprises. L'indemnité en cas de RHT est la réponse publique qui offre aux employeurs une alternative aux licenciements de leur main-d'œuvre. Ces derniers reçoivent alors 80 % de leur salaire, libre à l'employeur de compléter les 20 % manquants. Les entreprises peuvent requérir des indemnités

en cas de RHT durant 12 mois au maximum sur une période de deux ans. Depuis le 1er juillet 2020, le Conseil fédéral a prolongé la durée d'indemnisation en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT), qui passe de 12 à 18 mois. Parallèlement, le délai de carence est fixé à 1 jour. La modification d'ordonnance entre en vigueur le 1er septembre 2020 et s'applique jusqu'au 31 décembre 2021.

Le recours à l'activité partielle est bien plus marqué que durant la crise des subprimes
Emplois touchés par les RHT



Source : SECO

Près de la moitié des emplois touchés par la RHT dans le canton de Neuchâtel

Part des emplois touchés par les RHT, en avril 2020

| | Part des emplois |
|----------------------|------------------|
| Arc jurassien suisse | 34 % |
| Berne-Nord | 27 % |
| Vaud | 30 % |
| Neuchâtel | 45 % |
| Jura | 27 % |

Source : SECO

Beaucoup d'activités partielles dans les petites structures

Établissements bénéficiant des RHT en avril 2020

| | Moins de 10 | De 10 à 49 employés | 50 à 99 employés | 100 à 249 employés | 250 et plus |
|----------------------|-------------|---------------------|------------------|--------------------|-------------|
| Arc jurassien suisse | 14 277 | 2 296 | 307 | 214 | 68 |
| Berne-Nord | 1 653 | 298 | 52 | 44 | 16 |
| Vaud | 8 570 | 1 334 | 150 | 97 | 28 |
| Neuchâtel | 2 752 | 462 | 70 | 43 | 19 |
| Jura | 1 302 | 202 | 35 | 30 | 5 |

Source : SECO

Chômeurs et demandeurs d'emploi

Forte hausse du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A dans l'Arc jurassien français

77 800 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi (catégories A, B et C). C'est 7 100 de plus que fin février avant le début de la crise (+ 10 %). Le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie A qui correspond à des personnes sans emploi a très fortement augmenté au cours du mois d'avril (+ 29 %) avant de refluer légèrement en mai (- 1.2 %). A l'inverse le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie B et C, c'est-à-dire de personnes recherchant un emploi tout en ayant une activité réduite, a chuté en avril (- 33 %) avant d'augmenter en mai.

+ 36 % de demandeurs d'emploi entre février et mai 2020

Nombre et évolutions des demandeurs d'emploi de catégories A, B et C, en février et mai 2020

| | Doubs | Jura | Territoire de Belfort | Total départements frontaliers | Bourgogne-Franche-Comté |
|---------------------------------------|---------|---------|-----------------------|--------------------------------|-------------------------|
| Février | 41 860 | 16 810 | 12 030 | 70 700 | 206 490 |
| Mai | 46 070 | 18 630 | 13 100 | 77 800 | 223 410 |
| Evolution, en % Février - mai 2020 | | | | | |
| Ensemble A, B et C | 10.1 % | 10.8 % | 8.9 % | 10.0 % | 8.2 % |
| Dont catégorie A | 35.4 % | 40.0 % | 34.2 % | 36.2 % | 32.1 % |
| Dont catégorie B et C | -26.4 % | -21.6 % | -31.9 % | -25.9 % | -22.2 % |

Source : fichiers de la statistique mensuelle sur le marché du travail (STMT) de Pôle emploi et de la Dares.
Les données sont CVS-CJO (corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables) et arrondies à la dizaine pour les régions et départements

Un taux de chômage en légère baisse au 1^{er} trimestre 2020

Taux de chômage trimestriel (au sens du BIT)

| | Doubs | Jura | Territoire de Belfort | Bourgogne-Franche-Comté |
|---------|-------|------|-----------------------|-------------------------|
| T4 2019 | 7.5 | 5.9 | 8.8 | 7.1 |
| T1 2020 | 7.1 | 5.5 | 8.4 | 6.7 |

Source : fichiers de la statistique mensuelle sur le marché du travail (STMT) de Pôle emploi et de la Dares.
Les données sont CVS-CJO (corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables) et arrondies à la dizaine pour les régions et départements

Forte croissance du nombre de chômeurs dans l'Arc jurassien suisse

Bien que la réduction de l'horaire de travail (RHT) a joué pleinement son rôle pour préserver les emplois, l'Arc jurassien suisse enregistre tout de même une forte augmentation du nombre de chômeurs entre février et mai 2020. Ainsi, leur nombre a bondi de 5 000 chômeurs, soit + 26.6 %. Le canton de Vaud est celui qui enregistre la plus forte croissance avec + 32 % en trois mois. A noter que les entreprises ayant fait appel au chômage partiel n'ont d'ailleurs pas le droit de recruter.

Le taux de chômage de l'Arc jurassien suisse, selon le SECO, a progressé d'un point pour s'établir à 4.8 % à fin mai 2020. Les secteurs souffrent à des degrés divers des conséquences de la pandémie. Les plus fortes hausses de taux de chômage ont été enregistrées dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration et dans la construction.

+ 27 % de chômeurs entre février et mai 2020

Nombre et évolutions des chômeurs, en février et mai 2020

| | Berne-Nord | Vaud | Neuchâtel | Jura | Arc jurassien suisse |
|---------------------------------------|------------|--------|-----------|--------|----------------------|
| Février | 2 603 | 11 070 | 3 674 | 1 428 | 18 775 |
| Mai | 3 226 | 14 599 | 4 336 | 1 601 | 23 762 |
| Evolution, en % Février - mai 2020 | 23.9 % | 31.9 % | 18.0 % | 12.1 % | 26.6 % |

Source : SECO

Un chômage en augmentation d'un point entre février et mai 2020

Taux de chômage mensuel

| | Berne-Nord | Vaud | Neuchâtel | Jura | Arc jurassien suisse |
|---|------------|-------|-----------|-------|----------------------|
| Février | 3.3 % | 3.7 % | 3.9 % | 5.8 % | 3.8 % |
| Mai | 4.1 % | 4.9 % | 4.7 % | 6.5 % | 4.8 % |
| Evolution, en pt de % Février - mai 2020 | + 0.8 | + 1.2 | + 0.7 | + 0.7 | + 1.0 |

Source : SECO